

Schroders

Le prix du pétrole et la volatilité des marchés

Les marchés actions connaissent depuis quelques jours de nouvelles turbulences : la crise au Moyen-Orient ne cesse de s'intensifier, et a entraîné dans son sillage le prix du baril du pétrole au-delà des 78 dollars. Les attaques militaires israéliennes au Liban et dans la bande de Gaza font craindre une extension du conflit dans la région. La hausse du prix du pétrole s'est trouvée également renforcée en raison des inquiétudes qui pèsent sur la production au Nigeria

Il est toujours très difficile de prévoir l'issue de telles crises géopolitiques et les impacts éventuels sur les marchés. Il est important de souligner cependant que cette crise - qui se limite heureusement à quelques pays - devra s'étendre davantage pour avoir un réel impact sur les marchés mondiaux. Nous continuons de nous focaliser sur les perspectives long terme et d'investir en conséquence. A plus court terme, Schroders est néanmoins relativement prudent et affiche une position neutre sur les actions tout en privilégiant les marchés défensifs, comme les Etats-Unis.

Un point sur le marché du pétrole

Dans un contexte d'intensification de la violence au Moyen-Orient, le marché de l'or noir a les yeux rivés sur les risques de voir la Syrie et l'Iran impliquer dans ce conflit (comme le reflète le cours des contrats *futures* qui se rapproche des 80 dollars le baril). Car si aucun des pays actuellement impliqués dans le conflit israélo-palestinien n'est producteur de pétrole, l'Iran a toutefois annoncé qu'il pourrait user de représailles si la Syrie subissait des attaques de la part d'Israël. De telles actions – par exemple une réduction des exportations iraniennes de pétrole - auraient bien sûr des conséquences importantes sur le marché mondial du pétrole. Cela étant, il est très peu probable que l'Iran utilise le pétrole comme moyen de pression dans ce conflit très régional.

Les prix du pétrole ont également subi la pression de l'annonce de la recrudescence de troubles au Nigeria, où des explosions ont détruit deux installations pétrolières. D'un point de vue fondamental, les implications des troubles au Nigeria sur le marché du pétrole (et de manière plus large sur les marchés actions) sont plus importantes que les événements qui se déroulent actuellement au Moyen-Orient. Le Nigeria a réduit sa production journalière de 100 000 barils qui viennent s'ajouter aux 500 000 barils (20% de la production journalière du pays) déjà détruits par la guerre civile. Les conséquences sont immédiates dans la mesure où le Nigeria joue un rôle primordial dans l'exportation du pétrole brut raffiné aux Etats-Unis. Or la demande de pétrole brut raffiné est à son plus haut de l'année en raison d'une activité saisonnière intense.

Alors que les chefs d'Etat du G8 appellent à la fin du conflit et que les Nations Unies et les Etats-Unis s'efforcent d'obtenir la cessation de toute activité militaire, il n'est peut-être pas déraisonnable d'entrevoir un possible règlement du conflit dans un futur pas trop éloigné. Ce règlement pourrait s'accompagner d'un retour des cours du baril vers des niveaux de l'ordre de 70 dollars. Un tel mouvement s'accompagnerait logiquement d'une sous-performance temporaire du secteur de l'énergie.

Schroders

Le prix du pétrole et la volatilité des marchés

Néanmoins, **nous conservons notre position positive** sur le secteur dans la mesure où les valorisations restent attractives, que ce soit historiquement ou par rapport aux autres secteurs. Les annonces de résultats pour le 2^{ème} trimestre devraient être marquées par des bénéfiques records pour la majorité des sociétés, avec en outre des indications globalement favorables de la part des dirigeants quant aux perspectives pour le reste de l'année. Par ailleurs, la saison des ouragans est sur le point d'atteindre son pic d'intensité et l'attention se tournera ensuite rapidement vers la forte demande hivernale au 4^{ème} trimestre 2006/1^{er} trimestre 2007.

Il apparaît peu probable que l'actuelle fermeté des dirigeants occidentaux vis-à-vis de la crise au Moyen-Orient autorise beaucoup d'optimisme quant à une résolution durable du conflit dans la région. Selon le Professeur Uzi Arad, ancien directeur des services secrets du Mossad - particulièrement bien placé pour discuter avec les autorités de la situation dans le Golfe - l'Occident est déterminé à aller au conflit avec l'Iran du fait son obstination à poursuivre son programme nucléaire. Il s'interroge sur le soutien et l'efficacité de sanctions soutenues par les Nations Unies et, en revanche, juge qu'une forme d'intervention militaire est probable.

C'est également notre interprétation et compréhension de la situation. Il nous semble donc peu probable que les risques géopolitiques ainsi que ceux liées à la montée des cours du pétrole disparaissent complètement par une résolution du conflit actuel dans la région. A l'inverse, l'attention de la communauté internationale sera tournée de nouveau rapidement vers la problématique nucléaire dans la région.

Information importante

Les opinions et prévisions présentées dans ce communiqué sont celles de Keith Wade, Chef économiste, et de Craig Pennington, Gérant- Analyste – Secteur Énergie. Elles ne reflètent pas nécessairement les opinions de Schroder Investment Management.

Ce document ne saurait constituer une offre de vente, pas plus qu'il ne constitue une sollicitation d'un ordre d'achat de valeurs mobilières ou de tout autre instrument. Les informations et les avis publiés dans ce document ont été obtenus auprès de sources que nous considérons comme fiables. Notre responsabilité ne saurait être engagée en cas d'erreur quant aux informations et aux avis publiés. Cela n'exclut en rien ni ne limite la responsabilité que Schroders peut avoir vis-à-vis de ses clients selon le Financial Services and Markets Act ou tout autre système de réglementation. Toute personne doit s'abstenir de fonder une décision d'investissement personnel et/ou une décision stratégique sur ce document ou son contenu.

Ce document est produit par Schroder Investment Management Ltd,
8-10, rue Lamennais, 75008 Paris
Téléphone: + 33 1 53 85 85 85 - Fax: + 33 1 53 85 85 86
Succursale en France. En conformité avec les recommandations de l'AFG ASFFI